

## ECONOMIE

### GABON-FMI : "DES ÉCHANGES RASSURANTS"

Tout en revenant sur le sens des réformes en cours, qui "ne visent pas à acculer les populations", le ministre de l'Économie, Jean-Marie Ogandaga, détaille dans un entretien à "L'Union" le contenu des échanges (qu'il juge rassurants) avec la délégation du FMI en séjour à Libreville.

Page 4



## ECONOMIE

### MANGANÈSE : UNE PRODUCTION RECORD



Boostée par une forte demande – asiatique et nord-américaine –, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a atteint 5,3 millions

de tonnes en 2018, en progression de 6,8%. Un nouveau record grâce aux bonnes performances de Comilog et à la montée en puissance de Gabon Mining.

Page 5

## JUSTICE

### WADA IMPATIENT DE RETRAVAILLER



Savourant, loin de toute rancœur et de toute acrimonie, sa liberté retrouvée, l'ancien patron de

l'Unité de contrôle des études et des travaux (Ucet), Blaise Wada, déclare à "L'Union" n'avoir qu'une priorité à présent qu'il a été "rétabli dans ses droits": "reprendre (son) travail".

Page 10

## SPORTS

### LA RUÉE POUR ENTRAÎNER LES PANTHÈRES



En réponse à l'appel à candidatures qu'elle avait lancé début avril, la Fégafoot a reçu pas moins de 82 dossiers de techniciens désireux d'entraîner les Panthères du Gabon. Une commission va à présent en faire le tri, comme pour les 19 dossiers au poste de Directeur technique national (DTN).

Page 12

## POLITIQUE

### Démocratie Nouvelle fait sa rentrée

Page 2

## ECONOMIE

### Hydrocarbures : un Code porteur d'espoir

Page 5

## SOCIÉTÉ

### Wabouna et la culture d'entreprise dès l'école

Page 6

## FAIT DIVERS

### CRUE MORTELLE

La pluie diluvienne – accompagnée de forts vents – qui s'est abattue mercredi sur Libreville et sa périphérie a fait une victime à Akournam 2 (Owendo) : le petit Guylaine, 5 ans, emporté par les eaux d'un ruisseau en crue dans le lit duquel il avait innocemment plongé.

Page 9

n° 13004 - Vendredi 26 Avril 2019

43e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63 . Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

## Forces de police nationale (FPN)

# EN FINIR AVEC LE RACKET !



Un gilet noir à bandes fluorescentes, avec un flochage "FPN" à l'avant et "police" à l'arrière. C'est ce que devraient désormais arborer les agents commis à la verbalisation des automobilistes dans les communes d'Akanda et d'Owendo, pour commencer. La Préfecture de police entend, par cette opération annoncée à travers un communiqué, lutter plus efficacement contre le racket et l'abus d'autorité exercés par certains policiers.

Page 7

## Pour moi quoi...

Là-bas du côté du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), nos «blouses blanches» ont décidé de taper fort en suspendant purement et simplement toutes les prestations de la CNAMGS. La décision, comme on voit actuellement, pénalise très sérieusement des milliers de patients qui, trouvant portes closes surtout au moment où ils en ont le plus besoin, sont contraints de se diriger vers d'autres structures publiques et privées qui acceptent le ticket modérateur et offrent des soins.

Les gars invoquent le non-respect par le gouvernement de ses engagements, celui de la CNAMGS vis-à-vis des hôpitaux publics. Ils dénoncent aussi le manque de matériel, etc. En clair, qu'ils sont incapables d'assurer le moindre soin aux usagers. Ce qui rend vraiment la tâche plus difficile. Seulement, nous autres victimes collatérales du bras de fer entre gouvernants et praticiens, si on

peut comprendre ce qui les motive en faisant pression sur les autorités, il y a quand même des non-dits, pour parler de ces aspects que personne n'évoque publiquement, alors que des éclaircissements s'imposent.

C'est vrai que le sujet est presque tabou là-bas, quand on se penche bien sur tous les aspects liés au fonctionnement, à l'absence de matériel et autres dans ce CHUL, on aimerait bien savoir à quoi servent les fonds reversés par la CNAMGS ainsi que la manne générée au quotidien par cet hôpital ?

Tout cela pour dire que si leurs revendications peuvent être fondées, et même si comparaison n'est pas raison, qu'on nous dise comment font les autres structures publiques qui reçoivent les mêmes "ristournes" ? Enfin, juste pour comprendre, quoi ...

... Makaya